ASSEMBLÉE NATIONALE

16 octobre 2024

PLFSS POUR 2025 - (N° 325)

Tombé

AMENDEMENT

N ° AS308

présenté par
M. Houlié

ARTICLE 6

À la fin de l'alinéa 14, substituer au nombre :

« 3,2 »

le nombre :

« 2,5 ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent amendement vise à supprimer la réduction d'1,8 point du taux de cotisations d'allocations familiales aux rémunérations comprises entre 2,5 et 3,5 SMIC.

Cet amendement revient sur une mesure du Pacte de responsabilité II dont l'efficacité n'a pas pu être prouvée.

En effet, en 2019, le Conseil d'analyse économique (CAE) publiait une note intitulé « Baisses de charges : stop ou encore » aux termes de laquelle ses auteurs, économistes de renom, Yannick L'Horty, Thierry Mayer et son président (auquel il sera ici rendu hommage) Philippe Martin :

- confirmaient que les baisses de cotisations sur les bas salaires (< à 1,6 SMIC) produisent des effets au soutien de l'emploi et de la compétitivité des entreprises,

- recommandaient l'abandon des exonérations de cotisations sur les salaires au dessus de 2,5 SMIC au motif qu'elles semblaient sans effet sur l'emploi et la compétitivité (principalement sans incidence sur les exportations de ces entreprises).

Une série d'entretiens menés par les députés Pierre Person et Sacha Houlié, consignés dans un rapport intitulé « Soutenir les hommes et leurs entreprises », confirmait cette analyse.

En conséquence, il semble judicieux de revenir sur les exonérations de cotisations faisant l'objet du second Pacte de responsabilité relatif aux rémunérations comprises entre 2,5 et 3,5 SMIC.

Cette mesure dégagerait un bénéfice de 3,1 milliards d'euros pouvant être utilement redéployer au bénéfice des branches maladie, famille, vieillesse, accidents du travail et maladie professionnelles du régime général.